

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 41/002/2008 (Public)

ÉFAI

10 juillet 2008

Viêt-Nam. Thich Huyen Quang, patriarche suprême, une vie dédiée aux droits humains

Le vénérable Thich Huyen Quang, patriarche suprême de l'Église bouddhique unifiée du Viêt-Nam (EBUV), prisonnier d'opinion depuis de nombreuses années, est décédé le 5 juillet 2008. Il avait quatre-vingt sept ans et souffrait de problèmes de santé depuis plusieurs mois. Il est décédé au monastère de Nguyen Thieu dans la province de Binh Dinh ; étaient présents à ses côtés son adjoint Thich Quang Do et d'autres membres de la hiérarchie du bouddhisme unifié.

L'EBUV a annoncé qu'une cérémonie funéraire se tiendrait le 11 juillet au monastère de Nguyen Thieu, fondé par Thich Huyen Quang. Amnesty International appelle les autorités vietnamiennes à autoriser la tenue d'une cérémonie funéraire conforme aux vœux de ses disciples et de son Église, sans entraves ni harcèlement des membres de l'EBUV par des agents de l'État.

Thich Huyen Quang a passé plus de trente années en prison ou assigné à résidence en exil interne pour avoir défendu ouvertement les droits humains, notamment le droit pour toute personne de pratiquer sa religion librement. Depuis la fin des années 1970, les autorités n'ont eu de cesse de le faire taire et de l'isoler des autres membres de l'EBUV. Indépendante de l'Église bouddhique du Viêt-Nam fondée par l'État, l'EBUV est interdite par le gouvernement.

Arrêté pour la première fois en 1977 pour avoir protesté contre les actions de répression menées contre des membres de l'EBUV, Thich Huyen Quang avait été condamné à deux années d'emprisonnement avec sursis. Il contestait la politique de persécution et d'atteintes aux droits humains des autorités ainsi que le contrôle des institutions bouddhiques par l'État. Les forces de sécurité l'avaient arrêté une nouvelle fois en 1982 et l'avaient placé en résidence surveillée dans une pagode éloignée à Hoi Phuoc, dans la province de Quang Ngai, au centre du Viêt-Nam. Les autorités locales avaient déclaré que sa présence à Ho Chi Minh-Ville était « *trop dangereuse pour la sécurité et le bien-être de la population.* »

En avril 1992, Thich Huyen Quang était devenu patriarche suprême ; il avait continué, malgré son assignation à résidence, à critiquer ouvertement la politique du gouvernement et à réclamer plus de libertés. En juin 1992, il avait adressé une pétition publique au gouvernement, réclamant le respect de la liberté de religion et des autres droits fondamentaux ; la libération de moines bouddhistes, de laïcs, d'écrivains, de journalistes et d'hommes politiques détenus sans avoir été jugés, ou emprisonnés à l'issue de procès inéquitables ; et la restitution des biens confisqués à l'EBUV. Puis en novembre 1993, il avait rendu publique une déclaration appelant, entre autres, à la tenue d'élections libres et équitables, à l'élaboration d'une nouvelle constitution et à la fin de la suprématie du parti communiste vietnamien.

Alors qu'il était toujours assigné à résidence, il avait été à nouveau placé en détention en décembre 1994 pendant une grève de la faim entreprise pour protester contre la détention de cinq membres de l'EBUV qui avaient tenté de mener une mission d'aide aux victimes

d'inondations dans le delta du Mékong. Les autorités avaient refusé de le juger « *en raison de son âge et de son état de santé* » et l'avaient exilé dans une autre pagode éloignée dans la province de Quang Ngai où les conditions de vie étaient très dures.

Bien que la police de sécurité lui ait signifié en novembre 1997 que son assignation à résidence était officiellement terminée, il n'avait pas reçu les documents officiels nécessaires pour pouvoir retourner vivre au monastère de Nguyen Thieu dans la province de Binh Dinh. Il était donc resté sous surveillance à la pagode de Quang Phuoc, dans la province de Quang Ngai, où il avait continué à subir interrogatoires, menaces et actes de harcèlement.

En 2003, les autorités avaient fini par lui accorder la permission de vivre au monastère de Nguyen Thieu en raison de sa santé déclinante et des appels persistants de la communauté internationale, notamment des membres d'Amnesty International et d'autres groupes de la société civile, d'hommes politiques et d'organisations religieuses. Toutefois, les autorités avaient maintenu son assignation à résidence et son isolement.

Complément d'information

L'EBUV a été fondée en 1964 et s'est impliquée sous les gouvernements successifs dans des projets sociaux tels que l'ouverture d'écoles et d'universités, la gestion d'orphelinats, de centres de jour et les actions de secours. L'EBUV a pris part aux manifestations contre la guerre du Viêt-Nam et la présence de troupes américaines et critiqué les atteintes aux droits humains perpétrées par les autorités vietnamiennes. Après la fin de la guerre du Viêt-Nam en 1975, le nouveau gouvernement a essayé de restreindre ses activités, arrêtant et emprisonnant de nombreux membres. Trente années plus tard, les autorités vietnamiennes n'ont toujours pas officiellement autorisé l'EBUV et continuent de réprimer ses membres.

En novembre 1981, l'Église bouddhique du Viêt-Nam a été créée sous l'égide du Front de la patrie du Viêt-Nam, organisation officielle ayant autorité sur l'ensemble des organisations de masse. Les disciples de cette Église bouddhique officiellement reconnue peuvent pratiquer leurs activités religieuses librement, tandis que les membres de l'EBUV sont soumis au harcèlement et à la surveillance des agents de l'État, et à des arrestations et placements en détention arbitraire. Thich Quang Do, assistant de Thich Huyen Quang, autre prisonnier d'opinion de longue date, reste de facto en détention administrative dans sa pagode d'Ho Chi Minh-Ville.